



# RAPPORT ANNUEL 2017

# SONAR-IARD

*On n'est jamais leader par hasard !*



# SOMMAIRE

<b>PRÉSENTATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION</b>	<b>4</b>
<b>I. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2017</b>	<b>6</b>
1. Situation comptable et financière de l'entreprise au 31 décembre 2017	8
2. Perspectives de développement et l'évolution prévisible notamment en matière de continuation de l'activité de la Société	19
3. Évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement/placement	20
4. Évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date du rapport de gestion	20
Conclusion	21
Annexes	22
<b>II. RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES</b>	<b>26</b>
<b>III. RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</b>	<b>28</b>
<b>IV. RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 29 MAI 2018 (comptes - exercice 2017)</b>	<b>30</b>



SONAR-IARD, on n'est jamais leader par hasard !

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SONAR-IARD



**Piga Prosper TAPSOBA**

*Président du Conseil  
d'administration*

### ADMINISTRATEURS

**Monsieur Denis OUEDRAOGO**  
**Monsieur Mamadou ZERBO**  
**Monsieur Appolinaire COMPAORE**  
**Monsieur Karim TRAD**  
**Monsieur Aboubakre DIALLO**  
**Monsieur Francis OUEDRAOGO**  
**Monsieur Paul Ismaël OUEDRAOGO**  
**Monsieur Martin ZIGUELE**

## L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE SONAR-IARD



**Denis OUEDRAOGO**

*Directeur général*



**Mamadou ZERBO**

*Directeur général adjoint*



**Justice K. KAMBOU**  
*Directeur de l'audit interne  
et du contrôle de gestion*



**Issa KONSEIGA**  
*Directeur comptable  
et financier*



**Jean Marie Vianney BEYI**  
*Directeur de la production*



**Emmanuel BADOLO**  
*Directeur des ressources  
humaines et logistique*



**Brice Hippolyte HIEN**  
*Directeur de l'informatique*



**Abdou Hasine SALIA**  
*Directeur des sinistres  
et du contentieux*



**Adama ZOUNGRANA**  
*Directeur commercial  
et marketing*



**Calixte OUEDRAOGO**  
*Directeur de SONAR  
Bobo-Dioulasso*



**A. Jean-Marie WOBA**  
*Inspecteur du portefeuille*

# I. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

**Mesdames et Messieurs les Actionnaires,**

*Au titre de l'exercice 2017, nous avons l'honneur de soumettre à votre examen et adoption le présent rapport de gestion portant sur :*

- la situation de l'entreprise durant l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- les perspectives de développement et de continuation de l'activité ;
- l'évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement ;
- les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice.

*L'exercice 2017 s'est déroulé dans le contexte ci-dessous synthétisé, en ce qui concerne les facteurs de l'environnement international et national ayant impacté nos activités.*



## CONTEXTE MONDIAL

- en 2017, la croissance économique mondiale s'est établie à 3,7%, soit ½ point de plus qu'en 2016 selon les récentes estimations du Fonds monétaire international (FMI). Cette progression est attribuable pour l'essentiel au renforcement de la croissance dans plusieurs économies développées. Il s'agit de l'accélération synchronisée de la croissance mondiale la plus large depuis 2010 ;
- les conditions financières sont restées favorables avec peu de turbulences sur le marché financier ;
- les prévisions de croissance mondiale en 2018 et en 2019 ont été révisées à la hausse de 0,2 point à 3,9%, en raison d'une dynamique de croissance plus forte et des effets attendus des modifications de la politique fiscale américaine qui ont été approuvées récemment.



## AU NIVEAU AFRICAIN

- le FMI prévoit, en 2017, une croissance économique de 2,7% pour l'Afrique subsaharienne expliquée principalement par des facteurs ponctuels, notamment le redressement de la production pétrolière au Nigéria et l'atténuation de la sécheresse en Afrique orientale et australe, et par une amélioration relative de la conjoncture extérieure. Pour ce qui est de la zone UEMOA, il est attendu une croissance au-dessus de 6% ;
- une demande intérieure soutenue et des investissements publics réguliers dans les infrastructures dans plusieurs pays ;
- la mise en œuvre par la Banque africaine de développement (BAD), sur la période 2016-2017 en faveur de la zone UEMOA et de la Guinée, d'un important programme d'investissements dont les prévisions étaient de 2015 milliards de FCFA dont 800 milliards de FCFA répartis à 27% au secteur des transports, 22% à l'énergie, 21% à l'eau et l'assainissement et le reste à divers autres secteurs d'activités favorisant l'inclusion financière (élargissement de l'accès aux services financiers, augmentation de l'épargne des ménages, élargissement de la classe des entrepreneurs...) ;
- une année politique agitée et une situation sécuritaire préoccupante, notamment dans la zone sahélienne aggravant le risque pays et donc accroissant l'attentisme des investisseurs.







## 1. Situation comptable et financière de l'entreprise au 31 décembre 2017

La SONAR-IARD a terminé l'année 2017 avec :

un chiffre d'affaires de  
**12 152 199 132 FCFA**  
en croissance de **0,83%**  
par rapport à 2016

une charge de sinistres de  
**3 256 076 978 FCFA**  
contre **3 880 522 820 FCFA**  
en 2016 soit  
une baisse de **16%**

des frais généraux décaissables de  
**4 260 547 174 FCFA**  
en hausse de **3%**  
dont commissions de  
**1 315 940 493 FCFA**

des amortissements  
et provisions de  
**456 933 321 FCFA**

un résultat brut d'exploitation  
bénéficiaire de  
**2 091 008 862 FCFA**

un bénéfice net de  
**1 810 252 154 FCFA**

Les commentaires de ces chiffres se présentent comme suit :



## 1.1. Recettes

(Crédit du compte d'exploitation générale)

### 1.1.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2017, toutes branches confondues, s'établit à 12 152 199 132 FCFA, contre 12 051 711 152 FCFA en 2016, soit une hausse de 0,83% par rapport à l'exercice précédent et un taux d'exécution budgétaire de 99,82%, comme le montre le tableau ci-dessous :

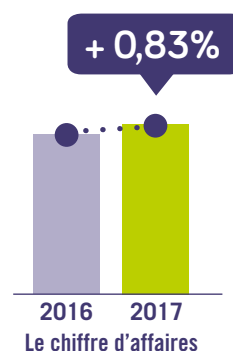


Tableau 1 : Comparatif des chiffres d'affaires 2016 et 2017

BRANCHES	CHIFFRE D'AFFAIRES 2016	PRÉVISIONS 2017	CHIFFRE D'AFFAIRES 2017	TAUX DE RÉALISATION	VARIATION 2017/2016
<span style="color: green;">●</span> AUTOMOBILE	3 726 992 872	4 395 483 000	3 889 388 908	88,49%	4,36%
<span style="color: red;">●</span> INCENDIE ET MULTIRISQUES	1 246 586 548	1 242 801 000	1 121 560 833	90,24%	-10,03%
<span style="color: teal;">●</span> TRANSPORT	1 020 998 118	1 076 750 000	1 002 784 838	93,13%	-1,78%
<span style="color: grey;">●</span> RISQUES DIVERS	5 892 294 013	5 248 715 000	5 837 720 535	111,22%	-0,93%
dont					
Maladie	2 360 433 408	1 606 311 000	2 901 516 375	180,63%	22,92%
RC Générale	336 400 265	385 120 000	465 094 742	120,77%	38,26%
Individuelle	126 637 108	151 861 000	130 568 119	85,98%	0,72%
Autres risques	3 065 823 232	3 105 423 000	2 340 541 300	75,37%	-23,66%
<b>TOTAL ASS. DIRECTE</b>	<b>11 886 871 551</b>	<b>11 963 749 000</b>	<b>11 851 455 114</b>	<b>99,06%</b>	<b>-0,30%</b>
<span style="color: yellow;">●</span> ACCEPTATIONS	164 836 601	210 000 000	300 744 018	143,21%	82,45%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12 051 711 152</b>	<b>12 173 749 000</b>	<b>12 152 199 132</b>	<b>99,82%</b>	<b>0,83%</b>



L'analyse par branche se présente comme suit :



#### AUTOMOBILE

La branche Automobile a enregistré un chiffre d'affaires en 2017 de 3 889 388 894 FCFA, en hausse de 4,36% par rapport au montant de 3 726 992 872 FCFA en 2016. Le taux de réalisation budgétaire est de 88,49%.



#### INCENDIE ET MULTIRISQUES

Avec un chiffre d'affaires de 1 121 560 833 FCFA en 2017, la branche Incendie et multirisques a connu un recul de 10,03%, soit d'un montant de 125 025 714 FCFA. Cette contre-performance apparente est liée à l'émission anticipée de certains contrats dont de grosses polices.



#### TRANSPORT

La branche Transport clôture l'exercice 2017 avec un chiffre d'affaires de 1 002 784 838 FCFA contre 1 020 998 118 FCFA en 2016, soit une baisse de 1,78% et un taux de réalisation budgétaire de 93,13%.



#### RISQUES DIVERS

Les Risques divers ont connu un repli de 0,93% entre 2016 et 2017 avec cependant un niveau de réalisation budgétaire en 2017 de 111,22%.

En valeur absolue, le chiffre d'affaires passe ainsi de 5 892 294 013 FCFA en 2016 à 5 837 720 535 FCFA en 2017.

**Maladie :** Le chiffre d'affaires de cette branche, malgré la perte de certaines affaires, connaît une hausse de 22,92%, passant de 2 360 433 408 FCFA en 2016 à 2 901 516 375 FCFA en 2017 avec une réalisation budgétaire de 180,63%.

**Responsabilité civile générale :** On note une forte croissance de l'ordre de 38,26%. Le chiffre d'affaires est passé de 336 400 265 FCFA en 2016 à 465 094 742 FCFA en 2017 avec un taux de réalisation budgétaire de 120,77%.

**Individuelle accident :** Sur une prévision de 151 861 000 FCFA, l'Individuelle enregistre un taux d'exécution budgétaire de 85,98%. Par rapport à 2016, le chiffre d'affaires connaît une faible progression de 0,72% pour se situer à 130 568 119 FCFA en 2017 contre 129 637 108 FCFA en 2016.

**Les autres risques :** Cette sous branche est en baisse de 26,77% par rapport à 2016 avec un chiffre d'affaires passant de 3 065 823 232 FCFA à 2 340 541 300 FCFA. Le taux d'exécution budgétaire de 75,37% est des plus faibles de toutes les branches.



#### ACCEPTATIONS

Le chiffre d'affaires en acceptations en 2017 s'élève à 300 744 018 FCFA contre 164 839 601 FCFA en 2016, soit une **croissance de 82,45%**. Le taux de réalisation est de 143,21% du budget de 210 000 000 de FCFA.

## STRUCTURE DU PORTEFEUILLE

La structure du portefeuille se présente comme suit en 2017 :

Tableau 2 : Structure du portefeuille

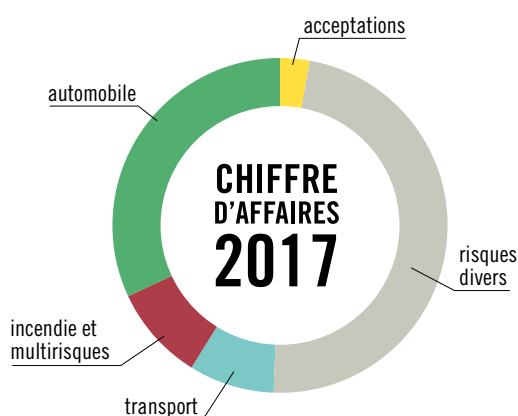
BRANCHES	C.A. 2016	POIDS	C.A. 2017	POIDS
<b>AUTOMOBILE</b>	<b>3 726 992 872</b>	<b>30,93%</b>	<b>3 889 388 894</b>	<b>32,01%</b>
RC	2 468 643 182	20,48%	2 543 134 596	20,93%
Dommages	1 258 349 690	10,44%	1 346 254 298	11,08%
<b>INCENDIE ET MULTIRISQUES</b>	<b>1 246 586 548</b>	<b>10,34%</b>	<b>1 121 560 833</b>	<b>9,23%</b>
<b>TRANSPORT</b>	<b>1 020 998 118</b>	<b>8,47%</b>	<b>1 002 784 838</b>	<b>8,25%</b>
Aviation	164 614 554	1,37%	155 245 038	1,28%
Facultés	856 383 564	7,11%	847 539 800	6,97%
<b>RISQUES DIVERS</b>	<b>5 892 294 013</b>	<b>48,89%</b>	<b>5 837 720 535</b>	<b>48,04%</b>
Vol	278 098 305	2,31%	168 664 415	1,39%
Dommages corporels	129 637 108	1,08%	130 568 119	1,07%
Responsabilité Civile Générale	336 400 265	2,79%	465 094 742	3,83%
Risques techniques	7 599 924	0,06%	6 177 380	0,05%
Maladie	2 360 433 408	19,59%	2 901 516 375	23,88%
Risques spéciaux	2 404 315 474	19,95%	2 015 095 880	16,58%
Autres dom. aux biens	375 809 529	3,12%	150 603 625	1,24%
<b>TOTAL ASS. DIRECTE</b>	<b>11 886 871 551</b>	<b>98,63%</b>	<b>11 851 455 100</b>	<b>97,53%</b>
<b>ACCEPTATIONS</b>	<b>164 839 601</b>	<b>1,37%</b>	<b>300 744 018</b>	<b>2,47%</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12 051 711 152</b>	<b>100,00%</b>	<b>12 152 199 118</b>	<b>100,00%</b>

L'**Automobile**, avec une part en 2017 de 32,01%, est la deuxième branche qui a contribué le plus au chiffre d'affaires après **les Risques divers**. Sa contribution s'est quelque peu améliorée par rapport à 2016 (30,93%).

**Les Risques divers** tirés notamment par les **Risques spéciaux** et la **Maladie** ont contribué à 48% à la formation du chiffre d'affaires de 2017. Il s'agit de la plus forte contribution des branches et son poids est resté presque identique par rapport à 2016 (48,89%). Cette situation, quoiqu'intéressante pour la société, doit être contrebalancée par les autres branches car il y a une concentration du chiffre d'affaires sur les grosses polices dont le non renouvellement peut se ressentir durement.

L'**Incendie et multirisques** représente 9,23% (10,34% en 2016) et le **Transport**, 8,25% (8,47% en 2016).

Graphique 1 : Illustration du chiffre d'affaires 2017

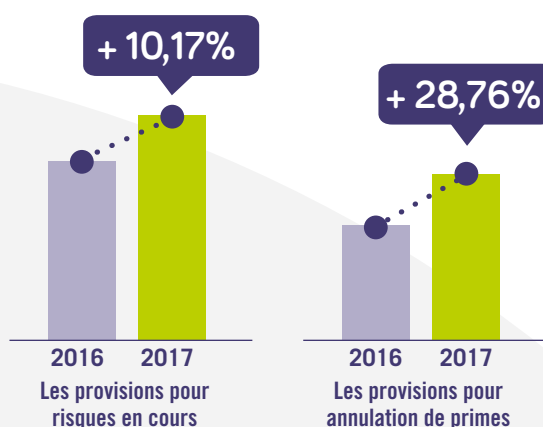


### 1.1.2. Les Provisions de primes

Les provisions pour risques en cours à la clôture de 2017 s'élèvent à 5 424 128 352 FCFA contre 4 871 972 752 FCFA à la clôture de 2016.

Les provisions pour annulation de primes, s'élèvent à 1 093 549 533 FCFA en fin 2017 contre 779 035 535 FCFA en fin 2016.

La hausse significative de ces deux types de provisions en fin 2017 s'explique par de grosses primes émises les derniers jours de l'année.



### 1.1.3. La Réassurance

Pour l'exercice 2017, sur un chiffre d'affaires total de 12 152 199 132 FCFA, les cessions en réassurance sont de 3 689 038 216 FCFA, soit un taux de cession de 30,36% en baisse par rapport à 2016 où il était de 38,22% avec un montant de cession de 4 606 268 779 FCFA pour un chiffre d'affaires de 12 051 711 152 FCFA.

### 1.1.4. Les Primes acquises nettes de réassurance

Après déduction des primes cédées et la part des réassureurs dans les provisions pour risques en cours, les primes acquises nettes de réassurance de l'exercice 2017 s'élèvent à 7 552 906 960 FCFA contre 5 748 595 000 FCFA en 2016, soit un accroissement de 31,39%.

### 1.1.5. Les Produits

#### LES PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers en fin 2017 s'élèvent à 1 681 537 705 FCFA contre 1 544 316 705 FCFA en 2016, en hausse de 8,89%. Cette augmentation est l'effet conjugué de la hausse des dividendes reçus de certaines sociétés, de l'accroissement conséquent de 90% du stock des Dépôts à terme (DAT) par rapport à 2016. Cet accroissement des DAT a engendré un surplus de produits financiers par rapport à 2016 d'un peu plus de 85 millions de FCFA.

+ 8,89%

#### LES AUTRES PRODUITS

Les autres produits pour un montant de 134 986 458 FCFA sont en hausse de 21,20% par rapport à 2016 qui présentait un montant de 111 379 056 FCFA.

Ces autres produits sont pour l'essentiel constitués de produits d'apérition et des intérêts sur dépôts espèces chez les cédants.

+ 21,20%

## 1.2. Dépenses

(Débit du compte d'exploitation générale)

### 1.2.1. Sinistres

Au 31 décembre 2017, les sinistres payés, toutes branches et tous exercices de survenance confondus, s'élèvent à 4 659 909 315 FCFA contre 4 416 075 462 FCFA en 2016, soit une hausse de 5,52%, principalement induite par la sinistralité de la branche Maladie en lien avec son chiffre d'affaires et l'effort d'amélioration de la cadence de règlement des sinistres en général.

Le taux de réalisation budgétaire est de 78,24%.



Le détail est présenté dans le tableau ci-après :

Tableau 3 : Sinistres payés au 31 décembre 2017

BRANCHES	RÉALISATIONS 2016	PRÉVISIONS 2017	RÉALISATIONS 2017	TAUX DE RÉALISATION	VARIATION 2017/2016
<span style="color: green;">●</span> AUTOMOBILE	1 456 727 245	2 000 000 000	1 422 058 767	71,10%	-2,38%
<span style="color: red;">●</span> INCENDIE ET MULTIRISQUES	1 735 541 035	2 500 000 000	1 189 186 422	47,57%	-31,48%
<span style="color: teal;">●</span> TRANSPORT	129 304 760	195 500 000	145 652 476	74,50%	12,64%
<span style="color: grey;">●</span> RISQUES DIVERS	998 729 554	1 199 185 000	1 614 460 864	134,63%	61,65%
dont Maladie	832 830 061	757 185 000	1 495 307 675	197,48%	79,55%
RC Générale	130 154 911	200 000 000	38 210 764	19,11%	-70,64%
Individuelle	579 847	10 500 000	613 014	5,84%	5,72%
Autres risques	35 164 735	231 500 000	80 329 411	34,70%	128,44%
<b>TOTAL ASS.DIRECTE</b>	<b>4 320 302 594</b>	<b>5 894 685 000</b>	<b>4 371 358 529</b>	<b>74,16%</b>	<b>1,18%</b>
RECOURS (*)	735 100		3 616 181		391,93%
<span style="color: yellow;">●</span> ACCEPTATIONS	57 559 591	61 200 000	108 800 733	177,78%	89,02%
PARTICIPATIONS AUX EXCÉDENTS (*)	-	-	-	-	-
PARTICIPATIONS BÉNÉFICIAIRES	38 948 374	-	183 366 234	-	370,79%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 416 075 459</b>	<b>5 955 885 000</b>	<b>4 659 909 315</b>	<b>78,24%</b>	<b>5,52%</b>

(\*) A déduire

### 1.2.2. Provisions pour sinistres à payer

Les provisions pour sinistres à payer s'élèvent à la fin de l'exercice 2017 à 14 746 970 813 FCFA contre 16 150 803 150 FCFA en fin 2016, en baisse de 8,69%.

Le taux de réalisation par rapport à la prévision budgétaire est de 107,71% dont 105% pour l'assurance directe.

Le détail est présenté dans le tableau ci-après :

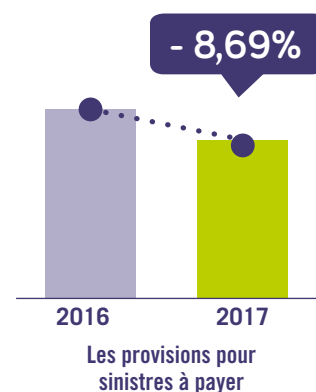


Tableau 4 : Sinistres à payer au 31 décembre 2017

BRANCHES	SAP CLÔTURE 2016	PRÉVISIONS SAP CLÔTURE 2017	SAP CLÔTURE 2017	TAUX DE RÉALISATION	VARIATION 2017/2016
<span style="color: green;">●</span> AUTOMOBILE	8 426 097 534	8 501 770 000	7 508 675 960	88,32%	-10,89%
<span style="color: red;">●</span> INCENDIE ET MULTIRISQUES	5 411 357 191	3 257 625 473	3 605 148 918	110,67%	-33,38%
<span style="color: teal;">●</span> TRANSPORT	141 724 547	198 818 000	176 552 524	88,80%	24,57%
<span style="color: grey;">●</span> RISQUES DIVERS	1 688 017 077	1 630 339 000	2 976 364 425	182,56%	76,32%
dont Maladie	78 012 209	81 118 000	488 877 693	602,67%	526,67%
dont RC Générale	365 231 081	436 395 000	276 461 483	63,35%	-24,31%
dont Individuelle	19 661 184	28 478 000	16 620 581	58,36%	-15,47%
dont Autres risques	1 225 112 602	1 084 348 000	2 194 404 668	202,37%	79,12%
<b>TOTAL ASS.DIRECTE</b>	<b>15 667 196 348</b>	<b>13 588 552 473</b>	<b>14 266 741 827</b>	<b>104,99%</b>	<b>-8,94%</b>
RECOURS (*)	-	-	-	-	-
<span style="color: yellow;">●</span> ACCEPTATIONS	483 606 802	103 000 000	480 228 986	466,24%	-0,70%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>16 150 803 150</b>	<b>13 691 552 473</b>	<b>14 746 970 813</b>	<b>107,71%</b>	<b>-8,69%</b>

(\*) A déduire

### 1.2.3. Réassurance

Les sinistres payés à la charge des réassureurs sont en baisse de 38,68% passant de 1 926 472 413 F CFA en 2016 à 1 181 221 937 FCFA en 2017.

Les provisions pour sinistres à payer à la charge des réassureurs s'élèvent, quant à elles, à 5 354 473 138 FCFA contre 6 585 976 649 FCFA la clôture de 2016, soit une baisse de 18,70%.

### 1.2.4. Charge de sinistres nette de réassurance

Après déduction de la part des réassureurs dans les sinistres payés et provisions pour sinistres à payer, la charge nette de sinistres 2017 est de 3 306 358 552 FCFA contre 2 188 624 103 FCFA en 2016, soit une hausse de 51%. Les primes acquises nettes ayant évolué dans une proportion moindre, la charge de sinistralité nette est donc passée de 38,07% en 2016 à 43,78% en 2017.



### 1.2.5. Frais généraux décaissables

Le budget des charges de fonctionnement décaissables a un taux d'exécution de 91,37% en hausse de 3% comparé au réalisé de 2016 comme le montre le tableau ci-après :

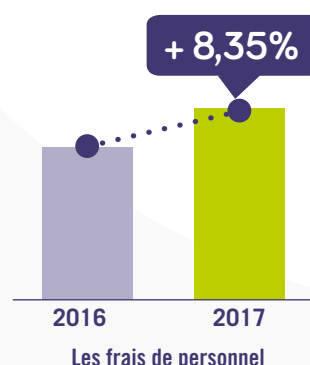
**Tableau 5 : Réalisation des frais généraux décaissables au 31 décembre 2017**

CHAPITRES	RÉALISATIONS 2016	PRÉVISIONS 2017	RÉALISATIONS 2017	TAUX D'EXÉCUTION	VARIATION 2017/2016
Frais de personnel	1 321 276 075	1 355 933 992	1 431 563 776	105,58%	8,35%
Impôts et taxes	248 365 366	261 329 089	249 860 743	95,61%	0,60%
Travaux fres et services extérieurs	473 802 276	639 260 966	519 808 562	81,31%	9,71%
Transports et déplacements	43 412 212	63 700 000	24 899 808	39,09%	-42,64%
Commissions et courtages	1 238 395 084	1 384 477 000	1 315 940 493	95,05%	6,26%
Frais divers de gestion	575 713 140	712 256 154	542 341 469	76,14%	-5,80%
Frais financiers	234 920 652	245 769 678	176 132 323	71,67%	-25,02%
<b>TOTAL</b>	<b>4 135 884 805</b>	<b>4 662 726 879</b>	<b>4 260 547 174</b>	<b>91,37%</b>	<b>3,01%</b>

L'analyse par chapitre est la suivante :

#### FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel sont en progression de 8,35% par rapport à 2016 du fait des gratifications (primes de bilan et 13<sup>ème</sup> mois) et des effets conjugués des avancements. Le taux de réalisation par rapport au budget est de 105,58%.



#### IMPÔTS ET TAXES

Ce poste est réalisé à 95,61% de la prévision budgétaire en lien essentiellement avec les droits d'enregistrement dont la prévision de 15 millions de FCFA n'a été atteinte qu'à 0,15%.

#### TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTÉRIEURS

Ce chapitre enregistre une réalisation budgétaire de 81,31% et est en hausse de 9,71% par rapport à l'exercice 2016. Cette hausse est impactée surtout par les primes d'assurances payées dont l'Indemnité de fin de carrière et les frais d'apéritif.

#### TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

Ce poste en baisse de 42,64% par rapport à 2016 est exécuté à 39,09% du budget du fait de la non réalisation de certaines missions.

#### COMMISSIONS ET COURTAGES

Le montant réalisé est de 1 315 940 493 FCFA en hausse de 6,26% par rapport à 2016 pour un montant de 1 238 395 084 FCFA essentiellement due à :

la hausse des commissions en acceptations de 65 millions de FCFA en 2016 à 116 millions de FCFA en 2017 portant respectivement sur les opérations de 2015 et 2016. Cette hausse est en lien avec celle du chiffre d'affaires en acceptations.

#### FRAIS DIVERS DE GESTION

Le montant exécuté est de 542 341 469 FCFA en 2017 contre 575 713 140 FCFA en 2016, soit un repli de 5,80% dû à la non réalisation de certaines missions (frais de mission et d'hébergement) et à la baisse des dépenses de publicité.

#### FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers ont un taux d'exécution de 71,67% et sont en baisse de 25% par rapport à 2016 ; baisse induite par les intérêts versés sur les dépôts des réassureurs et les autres intérêts et commissions bancaires.

### 1.2.6. La réalisation du budget des investissements :

Le budget des investissements est réalisé à 34%. L'écart de réalisation est en partie lié aux dépenses non réalisées et reportées en 2018 concernant les travaux du nouveau bâtiment devant abriter le siège social et le matériel de transport. Cet écart est aussi lié à d'importantes économies réalisées sur certains investissements consécutivement au renforcement du contrôle budgétaire et des procédures de passation de marchés. Le détail est résumé dans le tableau ci-après :

**Tableau 6 : Situation d'exécution des investissements au 31 décembre 2017**

CHAPITRES	PRÉVISIONS 2017	RÉALISATIONS 2017	TAUX D'EXÉCUTION
Immeuble	325 000 000	43 515 788	13,39%
Agencements, aménagements, installations	168 943 468	100 568 928	59,53%
Matériel et mobilier de bureau	28 750 000	10 764 522	37,44%
Matériels et logiciels informatiques	166 034 192	87 124 432	52,47%
Matériel de transport	220 700 000	53 200 000	24,11%
Matériel électrique et nouvel ascenseur	52 270 000	31 693 820	60,63%
<b>TOTAL</b>	<b>961 697 660</b>	<b>326 867 490</b>	<b>33,99%</b>

### 1.2.7. Amortissements et provisions

Le montant des amortissements des équipements et immeubles en 2017 est de 213 208 210 FCFA en hausse de 14% par rapport à 2016 pour un montant de 187 405 947 FCFA.

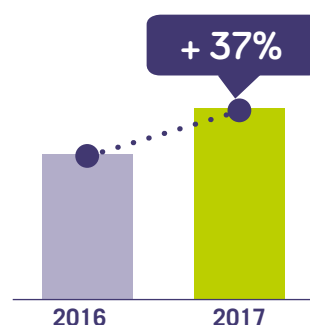
La dotation aux provisions est de 243 725 111 FCFA et concerne les actions cotées.

### 1.2.8. Part des réassureurs dans les frais généraux

La part des réassureurs dans les frais généraux est de 745 416 785 FCFA en 2017 pour 809 889 993 FCFA en 2016 en baisse de 8%.

### 1.2.9. Solde du compte d'exploitation générale

Du rapprochement du débit et du crédit du compte d'exploitation générale, il se dégage un résultat d'exploitation bénéficiaire de 2 091 008 862 FCFA en fin 2017 contre 1 526 331 119 FCFA en fin 2016, soit une hausse de 37%. Cette augmentation est expliquée par la réalisation d'un important résultat technique (409 millions de FCFA contre 18 millions en 2016 et 552 millions en 2015) et par l'amélioration des produits financiers.



## 1.3. Compte général de pertes et profits

#### PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

Ce poste enregistre 1 695 579 FCFA, composé des régularisations sur intérêts de dépôts de réassurances et des dividendes 2015 reçus.

#### PROFITS EXCEPTIONNELS

Les profits exceptionnels, d'un montant de 16 817 748 FCFA comprennent les pénalités de retards sur les marchés et l'annulation des bons de caisses de plus de six mois.

#### PLUS-VALUES DE CESSION

Les plus-values sur cession d'un montant de 312 145 786 FCFA concernent la plus-value sur cession d'actions cotées (303 395 786 FCFA) et d'actifs corporels (8 750 000 FCFA).

#### REPRISE SUR PROVISIONS

Pour un montant de 4 272 742 FCFA, cette rubrique représente les reprises sur provisions des actions cotées.

#### PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

Ce poste regroupe les pertes sur exercices antérieurs d'un montant de 54 818 150 FCFA composés essentiellement de frais de prospection dans le cadre des projets d'investissements et de participations bénéficiaires des agents généraux.



#### PERTES EXCEPTIONNELLES

Il s'agit de pertes de créances sur un partenaire ayant fait l'objet de liquidation et de reprise sur sinistres pour un montant de 9 652 938 FCFA.

#### MOINS-VALUES DE CESSIION

Les moins-values sur cession, d'un montant de 4 477 600 FCFA, concernent la moins-value sur les opérations sur comptes SGI à gestion dynamique.

#### IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS)

L'impôt sur les sociétés de 2017 est de 546 739 875 FCFA en baisse de 15,50% par rapport au montant de 646 985 075 FCFA en 2016. Cette baisse est liée à l'application de la directive N°01/2008/CM/UEMOA portant harmonisation des modalités de détermination du résultat imposable des personnes morales au sein de l'UEMOA. En effet, de cette directive, il ressort que les intérêts des emprunts obligataires (émis par les États) et tous autres titres émis par les États membres et leurs collectivités sont exclus de la base. Aussi, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles nous avons une part supérieure ou égale à 10%, sont exclus à hauteur de 90%.

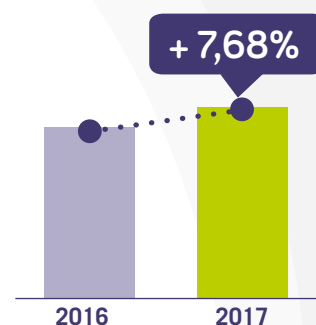
## 1.4. Bilan

Le total bilan avant affectation de résultat est de 39 083 592 677 FCFA en 2017 contre 39 229 148 307 FCFA en 2016.

## 1.5. Ratios prudentiels de la CIMA

### 1.5.1. Marge de solvabilité

La marge de solvabilité est excédentaire de 5 203 163 857 FCFA contre 5 636 244 606 FCFA constaté en 2016, soit une baisse de 7,68% liée à l'accroissement du taux de conservation des sinistres.



### 1.5.2. Couverture des engagements réglementés

Nos engagements réglementés sont couverts à 112,42% avec un surplus de représentation de 2 662 519 753 FCFA contre 290 millions de FCFA en 2016. Le ratio minimal exigé est de 100%.

## 2. Les perspectives de développement et l'évolution prévisible notamment en matière de continuation de l'activité de la Société

Pour la neuvième notation financière sans discontinuer depuis 2009, la SONAR-IARD s'est vue attribuer pour la deuxième fois consécutive la « **Note A avec perspective positive, valide jusqu'en fin octobre 2018** » par l'agence de notation financière Global credit rating basée à Johannesburg en Afrique du Sud.

Les états financiers au 31 décembre 2017  
qui vous sont présentés confortent cette position :

un total bilan d'un peu plus de  
**39 milliards de FCFA**  
quasi stable par rapport à fin 2016

Le bénéfice net dégagé est de  
**1 810 252 154 FCFA**  
en hausse par rapport à 2016

Les capitaux propres avant répartition  
du résultat 2017 se chiffrent à  
**6 555 630 767 FCFA**  
en hausse de 23% comparé à 2016  
pour un montant de 5 331 197 731 FCFA

La trésorerie immédiate plus  
DAT (caisses, banques, CCP,  
solde SGI) se chiffre à  
**9 212 224 875 FCFA**

Le taux de couverture des engage-  
ments réglementés est supérieur à  
la norme de 100% avec un surplus  
de représentation de  
**2 662 519 753 FCFA.**  
La marge de solvabilité  
est excédentaire de **210%**

Les comptes 2017 qui vous sont présentés ainsi que le présent rapport ont été soumis à notre Commissaire aux comptes qui vous présentera son rapport.

Notre Commissaire aux comptes est inscrit à l'Ordre national des experts comptables et comptables agréés du Burkina Faso (ONECCA-BF) et est agréé par la CRCA dans les conditions prévues par le Code CIMA.

## 3. Évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement/placement

### 3.1. Situation de la trésorerie

La trésorerie immédiate plus les DAT est en hausse de 38% entre le 31/12/2016 et le 31/12/2017 et se situe à 9 212 224 875 FCFA en fin 2017. Le tableau ci-après donne les détails :

**Tableau 7 : Situation de trésorerie immédiate et DAT au 31 décembre 2017**

ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE	2016	2017	ÉVOLUTION 2017/2016
Caisse	13 937 418	9 465 698	-32,08%
Banques et CCP	6 346 023 386	9 187 410 726	44,77%
Solde gestion dynamique	318 529 360	15 348 451	-95,18%
<b>TOTAL</b>	<b>6 678 490 164</b>	<b>9 212 224 875</b>	<b>37,94%</b>

### 3.2. Plan de placement

Au 31 décembre 2017, le montant des placements se situe à 22 836 824 592 FCFA en hausse de 15,44% par rapport à 2016 qui présentait un montant de 19 782 181 563 FCFA.

La répartition de nos placements par groupe de véhicules est synthétisée dans le tableau ci-après :

**Tableau 8 : Situation des placements par véhicule de placement au 31 décembre 2017**

VÉHICULES DE PLACEMENT	MONTANT BILAN AU 31/12/2016	MONTANT BILAN AU 31/12/2017	ÉVOLUTION 2017/2016
Titres de participation	7 715 874 586	7 422 407 545	-3,80%
Titres et obligations	5 720 760 003	6 094 690 284	6,54%
Dépôt à terme	3 270 000 000	6 220 000 000	90,21%
Prêts (avec intérêts)	598 144 325	622 324 113	4,04%
Immeubles de placement (montant brut)	2 477 402 649	2 477 402 650	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>19 782 181 563</b>	<b>22 836 824 592</b>	<b>15,44%</b>

## 4. Évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date du rapport de gestion

Sur le plan économique et financier, nous n'avons détecté aucun évènement postérieur pouvant remettre en cause les états financiers qui vous sont soumis.

Pour rappel, en vertu des articles 49 et 71 du droit comptable OHADA, obligation est faite aux dirigeants d'exposer les évènements importants survenus entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes dans le rapport de gestion.



# CONCLUSION

## *Mesdames et Messieurs les Actionnaires,*

Malgré le contexte économique international peu favorable en 2017 pour les pays en voie de développement, malgré un contexte social et sécuritaire national difficile qui a renforcé l'attentisme des investisseurs tout au long de l'année, votre société termine l'année avec des indicateurs au vert :

- le chiffre d'affaires continue sa progression au-delà de la barre de 12 milliards de FCFA ;
- le résultat net prévisionnel 2017 est réalisé à 93% avec un bénéfice net représentant 63% du nouveau capital social de la société ;
- les ratios réglementaires sont tous respectés avec des marges confortables ;
- des défis restent cependant à relever en 2018.

En tenant compte de la politique de renforcement des fonds propres pour le financement du plan stratégique, nous proposons au Conseil d'administration la répartition du bénéfice disponible (report à nouveau auquel s'ajoute le résultat net d'impôt de l'exercice 2017) selon le tableau ci-après :

**Tableau 9 : Proposition de répartition du bénéfice disponible**

<b>BÉNÉFICE DE L'ANNÉE 2017</b>	<b>1 810 252 154</b>
Dotation à la réserve légale (10% du bénéfice)	181 025 215
Solde restant	1 629 226 939
Report à nouveau de l'exercice précédent	227 075 527
<b>BÉNÉFICE DISTRIBUABLE</b>	<b>1 856 302 466</b>
Dividende brut (1714,5x288000)	493 776 000
dont IRVM de 12,5% de dividende brut	61 722 000
Dividende net : 1500x288000	432 054 000
<b>SOLDE RESTANT</b>	<b>1 362 526 466</b>
Réserve spéciale de plus-value nette à long terme	1 000 000 000
Réserve facultative	100 000 000
Report à nouveau	262 526 466

Après affectation et distribution, les capitaux propres se présenteront comme dans le tableau ci-après :

**Tableau 10 : Situation des capitaux propres après répartition du bénéfice 2017**

<b>CAPITAL SOCIAL</b>	<b>2 880 000 000</b>
Réserves légales	522 540 003
Réserves facultatives	1 007 040 452
Report à nouveau	262 526 466
Réserve spéciale de plus-value nette à long terme	3 200 000 000
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>7 872 106 921</b>

## *Mesdames et Messieurs les Actionnaires,*

Pour terminer, nous remercions les Actionnaires pour leur soutien permanent, le Commissaire aux comptes pour ses diligences et notre clientèle pour sa fidélité à notre Société et les partenaires pour leur confiance renouvelée.

Enfin, nous félicitons le Personnel pour ses efforts soutenus, son professionnalisme et sa mobilisation.

**M. Piga Prosper TAPSOBA,**  
Président du Conseil d'administration



## ANNEXES :

### 1. Compte d'exploitation générale au 31 décembre 2017

DÉBIT			
DÉSIGNATION	OPÉRATIONS BRUTES	CESSIONS ET RÉTROCESSIONS	OPÉRATIONS NETTES
<b>CHARGE DE SINISTRES NETTE DE RECOURS :</b>			
Prestations et frais payés	4 659 909 315	1 181 221 937	3 478 687 378
À ajouter : provisions de sinistres à la clôture de l'exercice	14 746 970 813	5 354 473 138	9 392 497 675
À déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	16 150 803 150	6 585 976 649	9 564 826 501
Prestations et frais de l'exercice	<b>3 256 076 978</b>	<b>-50 281 574</b>	<b>3 306 358 552</b>
<b>CHARGES DE COMMISSIONS</b>	<b>1 315 940 493</b>	<b>745 416 785</b>	<b>570 523 708</b>
<b>AUTRES CHARGES :</b>			
Frais de personnel	1 431 563 776		
Impôts et taxes	249 860 743		
Travaux, fournitures et services extérieurs, transports et déplacements	544 708 370		
Frais divers de gestion	542 341 469		
Dotations aux amortissements (autres que celles afférentes aux placements)	213 208 210		
Dotations aux provisions (autres que celles afférentes aux provisions techniques et aux placements)	243 725 111		
<b>TOTAL AUTRES CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>3 225 407 679</b>		
<b>TOTAL COMMISSIONS ET AUTRES CHARGES</b>	<b>4 541 348 172</b>	<b>745 416 785</b>	<b>3 795 931 387</b>
<b>CHARGES DES PLACEMENTS :</b>			
Frais financiers sur titres	40 035 410		
Frais financiers sur immeubles de placements	0		
Frais financiers sur autres frais	136 096 913		
Dotations aux amortissements des valeurs de placements	0		
<b>TOTAL CHARGES DES PLACEMENTS</b>	<b>176 132 323</b>		
<b>SOLDE CRÉDITEUR</b>			<b>2 091 008 861</b>
<b>TOTAL</b>			<b>9 369 431 123</b>

CRÉDIT			
DÉSIGNATION	OPÉRATIONS BRUTES	CESSIONS ET RÉTROCESSIONS	OPÉRATIONS NETTES
<b>PRIMES :</b>			
Primes et accessoires (nets d'annulations)	12 152 199 132	3 689 038 216	8 463 160 916
À ajouter : provisions de primes à l'ouverture de l'exercice	5 651 008 287	122 383 751	5 528 624 536
À déduire : provisions de primes à la clôture de l'exercice	6 517 677 886	78 799 394	6 438 878 492
<b>PRIMES DE L'EXERCICE</b>	<b>11 285 529 533</b>	<b>3 732 622 573</b>	<b>7 552 906 960</b>
<b>PRODUITS DES PLACEMENTS :</b>			
Produits financiers sur titres	1 034 025 133	-	-
Produits financiers sur immeubles de placements	334 603 272	-	-
Produits financiers sur autres produits	312 909 300	-	-
<b>TOTAL PRODUITS DE PLACEMENTS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 681 537 705</b>
<b>AUTRES PRODUITS :</b>			
Subventions d'exploitation	0	-	-
Produits accessoires	134 986 458	-	-
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>134 986 458</b>
<b>TRAVAUX FAITS PAR L'ENTREPRISE POUR ELLE-MÊME :</b>			
Charges non imputables à l'exploitation de l'exercice	-	-	0
<b>SOLDE DÉBITEUR</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 369 431 123</b>

## 2. Compte général de pertes et profits au 31 décembre 2017

DÉBIT		CRÉDIT	
DÉSIGNATION	MONTANT	DÉSIGNATION	MONTANT
Pertes sur exercices antérieurs	54 818 150	Profits d'exploitation de l'exercice	2 091 008 861
Pertes exceptionnelles : Moins-values sur cessions d'éléments d'actif	4 477 600	Profits sur exercices antérieurs	1 695 579
Autres pertes	9 652 938	Profits exceptionnels : Plus-values sur cessions d'éléments d'actif	312 145 786
Dotations aux provisions pour pertes	14 130 538	Autres profits	21 090 490
Impôts sur les bénéfices	546 739 875	Profits exceptionnels	333 236 276
Bénéfice ou excédent net total (solde créditeur)	1 810 252 153	Perte ou insuffisance nette totale (solde débiteur)	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 425 940 716</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2 425 940 716</b>

## 3. Bilan au 31 décembre 2017

ACTIF			
DÉSIGNATION	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	MONTANT NET
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Immeubles (210, 212, 213, 2190, 2192 et 2193)	4 132 698 731	3 064 266 798	1 068 431 933
Matériel, mobilier, installation (214, 215 et 216)	2 734 922 185	2 095 053 381	639 868 804
Immobilisations incorporelles (218 et 2198)	361 428 835	341 482 585	19 946 250
Immobilisations en cours (22)	411 936 480	0	411 936 480
<b>AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES DANS L'ÉTAT MEMBRE</b>			
Valeurs mobilières admises en représentation des provisions techniques (autres que les titres de participation) (23)	7 332 103 798	123 283 673	7 208 820 125
Prêts et effets assimilés admis en représentation des provisions techniques (24)	500 005 742	0	500 005 742
Titres de participation (25)	6 544 994 031	222 511 057	6 322 482 974
Dépôts et cautionnements (26)	557 356 987	0	557 356 987
<b>TOTAL DES VALEURS IMMOBILISÉES NETTES</b>	<b>22 575 446 789</b>	<b>5 846 597 494</b>	<b>16 728 849 295</b>
<b>PART DES CESSIONNAIRES ET RÉTROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES</b>			
Primes (391, 3920, 3940, 3960, 39810, 39820, 39840, 39850)	78 799 393	0	78 799 393
Sinistres (3915, 3925, 3935, 3945, 39815, 39825, 39845, 39855)	5 354 473 138	0	5 354 473 138
<b>TOTAL DE LA PART DES CESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES</b>	<b>5 433 272 531</b>	<b>0</b>	<b>5 433 272 531</b>
<b>VALEURS RÉALISABLES À COURT TERME OU DISPONIBLES</b>			
Comptes courants des cessionnaires ou rétrocessionnaires débiteurs (4000)	868 568 444	0	868 568 444
Comptes courants des cédants et rétrocedants débiteurs (4040)	364 759 893	0	364 759 893
Comptes courants des coassureurs débiteurs (4080)	260 500 327	0	260 500 327
Créances sur les assurés et les agents (41)	3 863 348 569	0	3 863 348 569
Personnel (42)	19 383 840	0	19 383 840
État (43)	426 073 931	0	426 073 931
Débiteurs divers (46)	135 895 457	0	135 895 457
Comptes de régularisation (48)	594 461 786	0	594 461 786
Comptes d'attente et à régulariser (49)	712 124 637	0	712 124 637
Banques et chèques postaux (56)	9 666 888 270	0	9 666 888 270
Caisse (57)	9 465 698	0	9 465 698
<b>TOTAL DES COMPTES DE TIERS ET DES COMPTES FINANCIERS</b>	<b>16 921 470 852</b>	<b>0</b>	<b>16 921 470 852</b>

PASSIF			
DÉSIGNATION	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	MONTANT NET
<b>CAPITAL SOCIAL OU FONDS D'ÉTABLISSEMENT</b>			
Capital social (100)			2 880 000 000
Capital appelé (1000)		2 880 000 000	
Réserves statutaires (112)			3 448 555 240
12. Report à nouveau			227 075 527
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET RÉSERVES</b>			<b>6 555 630 767</b>
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires et rétrocessionnaires (18)			4 539 434 181
<b>TOTAL DES SUBVENTIONS, PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES ET DETTES À LONG ET MOYEN TERMES</b>			<b>4 539 434 181</b>
<b>PROVISIONS TECHNIQUES</b>			
Primes (310, 320, 340, 350, 3810, 3820, 3840, 3850)		6 517 677 885	
Sinistres (315, 3250 à 3258, 345, 355, 3815, 3825, 3845, 3855)		14 746 970 813	
<b>TOTAL DES PROVISIONS TECHNIQUES</b>			<b>21 264 648 698</b>
<b>DETTES À COURT TERME</b>			
Comptes courants des cessionnaires et rétrocessionnaires créditeurs (4001)			1 989 492 300
Comptes courants des coassureurs créditeurs (4081)			445 704 484
Comptes des assurés et agents créditeurs (41)			484 869 403
Personnel (42)			11 272 266
État (43)			1 553 666 398
Actionnaires (44)			31 500
Créditeurs divers (4600, 4601, 4603, 4604, 462 à 468)			270 064 341
Comptes de régularisation (47)			158 526 185
<b>TOTAL DES DETTES À COURT TERME</b>			<b>4 913 626 877</b>
87. Résultats (excédent avant affectation)			1 810 252 155
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>39 083 592 678</b>

## II. RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

### *Mesdames, Messieurs les Actionnaires,*

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en conformité avec les dispositions légales, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, portant sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SONAR-IARD ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

### **États financiers soumis à notre audit.**

Les états financiers soumis à notre audit ont été arrêtés par le Conseil d'administration de votre société et font apparaître des capitaux propres s'élevant à 6 556 millions de FCFA et un bénéfice net de l'exercice de 1 810 millions de FCFA.

Ces états financiers ont été établis comme l'exercice précédent en application des règles et méthodes édictées par le Code des assurances et l'OHADA.

### **Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers**

La Direction générale de la SONAR-IARD est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Code des assurances et l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.



Nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- l'analyse et l'évaluation des procédures de contrôle interne ;
- la révision des comptes ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Les travaux effectués sur les comptes n'ont pas révélé l'existence d'erreurs ou d'anomalies susceptibles d'influencer de manière significative les comptes et états financiers qui nous sont soumis.

**En conséquence, nous certifions que les états financiers de la société SONAR-IARD, arrêtés au 31 décembre 2017, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société.**

## 2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Selon les dispositions de l'article 713 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le commissaire aux comptes vérifie la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

À l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

## 3. RESPECT DES RATIOS PRUDENTIELS DE LA CIMA

### 3.1. Marge de solvabilité

La marge de solvabilité de SONAR-IARD au 31 décembre 2017 est excédentaire de 5 877 965 072 FCFA.

### 3.2. Couverture des engagements réglementés

Les engagements sont couverts à 112,42%.



*Fait à Ouagadougou, le 23 avril 2018*

**Le Commissaire aux comptes**  
**Rosette C. RIFFARD NACRO**

*Expert-comptable diplômée d'État inscrite au  
Tableau de l'Ordre national des experts comptables  
et comptables agréés du Burkina Faso (ONECCA)  
Expert près les Tribunaux de Ouagadougou*

### III. RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Établi en application des dispositions des articles 438 et suivants de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE

**Mesdames, Messieurs les Actionnaires,**

Conformément aux dispositions des articles 438 à 448 de l'Acte uniforme du traité de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et de Groupements d'intérêt économique (GIE) :

- toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs, Directeurs généraux ou Directeurs généraux adjoints ;
- toute convention entre une société et un Actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société ;
- toute convention à laquelle un Administrateur, un Directeur général, un Directeur général adjoint ou un Actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la société par personne interposée ;
- toute convention intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs, le Directeur général, le Directeur général adjoint ou un Actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur général, Administrateur général adjoint, Directeur général, Directeur général adjoint ou autre dirigeant social de la personne morale contractante, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration qui doit en aviser le Commissaire aux comptes.

#### 1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas été informés de la conclusion d'une convention au cours de l'exercice 2017.

#### 2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE SOUS REVUE

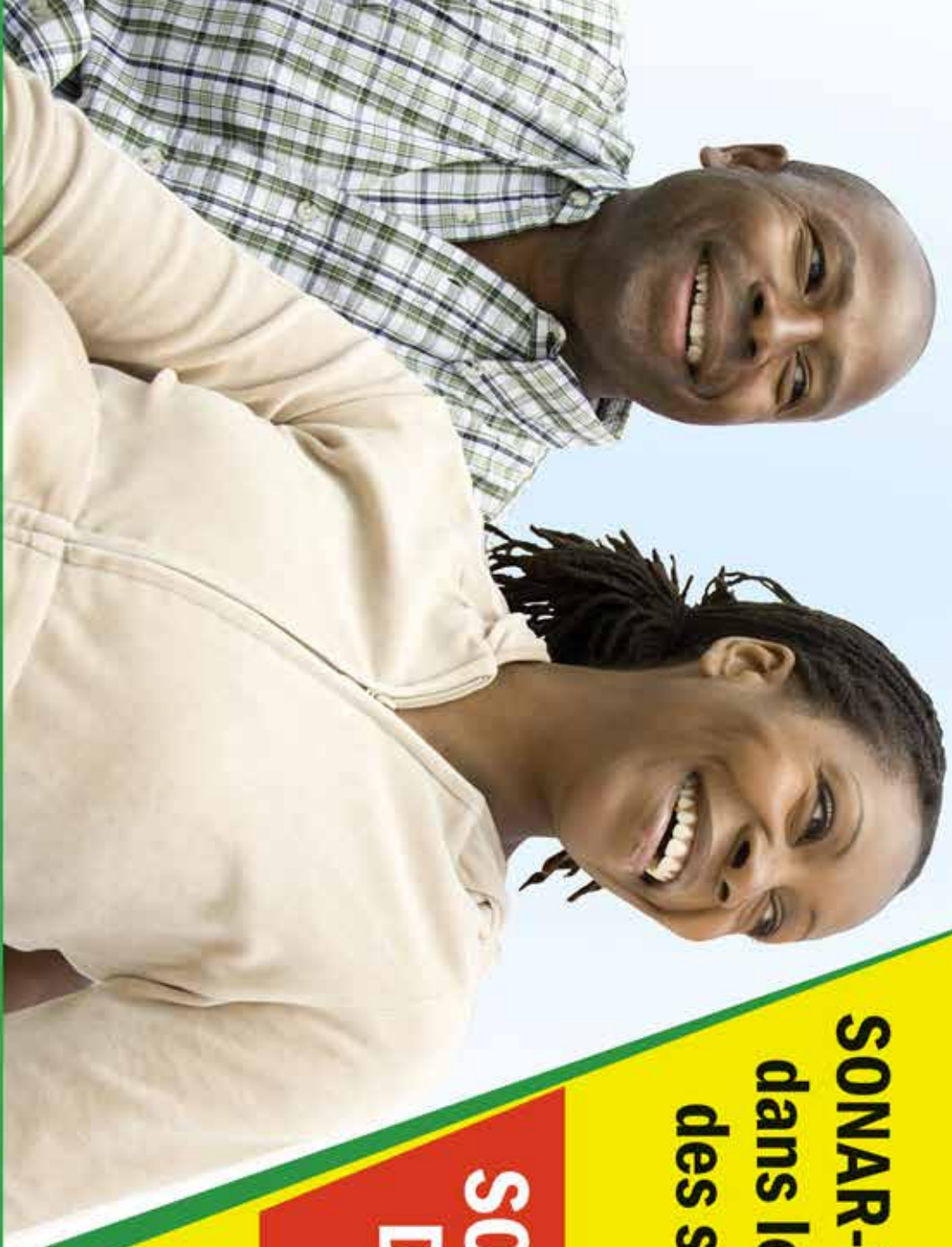
La convention d'assistance technique conclue entre la SONAR-IARD et la SONAR-VIE le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2017 a produit les effets ci-après :

Convention	Effets produits au cours de l'exercice 2017
Convention d'assistance technique	135 006 065 FCFA

Fait à Ouagadougou, le 23 avril 2018



**Le Commissaire aux comptes**  
**Rosette C. RIFFARD NACRO**  
Expert-comptable diplômée d'État  
inscrite au Tableau de l'Ordre national  
des experts comptables et comptables agréés  
du Burkina Faso (ONECCA)  
Expert près les Tribunaux de Ouagadougou



**SONAR-IARD, l'assureur N°1  
dans le règlement rapide  
des sinistres au Burkina Faso**

**SONAR-IARD, GARANT  
D'UN AVENIR SEREIN  
A SA CLIENTELE !**



**GCR** GLOBAL CREDIT RATING CO.  
Local Expertise • Global Presence



Membre du Réseau International



Membre de GLOBUS



**Siège 284, Avenue Loundun - 01 BP 406 Ouagadougou 01 - Burkina Faso**

**Tél. : +226 25 49 69 00 - Fax : 25 30 89 75 - Courriel : [iard@sonar.bf](mailto:iard@sonar.bf) - Site web : [www.sonar.bf](http://www.sonar.bf)**

**SONAR, on n'est jamais leader par hasard !**



## IV. RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 29 MAI 2018 (comptes - exercice 2017)

### PREMIÈRE RÉOLUTION : Adoption des comptes de l'exercice 2017

L'Assemblée générale ordinaire de la Société nationale d'assurances et de réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le 29 mai 2018 à l'hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration sur la marche de la société pendant l'exercice 2017 et du rapport général du Commissaire aux comptes sur le bilan de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En outre, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA sur les sociétés commerciales et GIE, prend acte dudit rapport.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### DEUXIÈME RÉOLUTION : Affectation des résultats de l'exercice 2017

L'Assemblée générale ordinaire de la Société nationale d'assurances et de réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le 29 mai 2018 à l'hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, approuve la proposition du Conseil d'administration et décide d'affecter de la manière suivante les résultats de l'exercice 2017 :

<b>Bénéfice de l'année 2017</b>	<b>1 810 252 154</b>
Dotation à la réserve légale (10% du bénéfice)	181 025 215
Solde restant après dotation de la réserve légale	1 629 226 939
Report à nouveau de l'exercice précédent	227 075 527
<b>Bénéfice distribuable</b>	<b>1 856 302 466</b>
<b>Dividende brut (1 714,5x288 000)</b>	<b>493 776 000</b>
› dont IRVM de 12,5% de dividende brut	61 722 000
Dividende net : 1 500 x 288 000	432 054 000
<b>Solde restant après distribution de dividende</b>	<b>1 362 526 466</b>
<b>Réserves spéciales des plus-values nettes à long terme</b>	<b>1 000 000 000</b>
Réserves facultatives	100 000 000
Report à nouveau	262 526 466

Après affectation et distribution, les capitaux propres se présenteront comme dans le tableau ci-après :

<b>Capital social</b>	<b>2 880 000 000</b>
Réserves légales	522 540 003
Réserves facultatives	1 007 040 452
Report à nouveau	262 526 466
Réserves spéciales des plus-values nettes à long terme	3 200 000 000
<b>TOTAL des capitaux propres</b>	<b>7 872 106 921</b>

Les dividendes seront mis en paiement à partir du 14 juin 2018.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### TROISIÈME RÉSOLUTION : Adoption des comptes consolidés du groupe SONAR de l'exercice 2017

L'Assemblée générale ordinaire de la Société nationale d'assurances et de réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le **29 mai 2018** à l'hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration sur les comptes consolidés du groupe SONAR de l'exercice 2017 et du rapport du Commissaire aux comptes, approuve lesdits comptes.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### QUATRIÈME RÉSOLUTION : Renouvellement de mandats d'Administrateurs

L'Assemblée générale ordinaire de la Société nationale d'assurances et de réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le **29 mai 2018** à l'hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, nomme pour une durée de quatre (04) ans couvrant les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 les Administrateurs ci-après :

Au titre des Actionnaires privés burkinabè :

- Monsieur Joanny Evence OUEDRAOGO

Au titre des petits porteurs burkinabè :

- Monsieur Paul Ismaël OUEDRAOGO

Au titre du Groupe Alpha west Africa limited :

- Monsieur T. Appolinaire COMPAORE
- Monsieur Aboubakre DIALLO
- Monsieur Hichem GHANMI

Au titre des Administrateurs indépendants :

- Monsieur Martin ZIGUELE

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### CINQUIÈME RÉSOLUTION : Renouvellement des mandats des Commissaires aux comptes titulaire et suppléant

L'Assemblée générale ordinaire de la Société nationale d'assurances et de réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le 29 mai 2018 à l'hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, décide de renouveler pour une période de six (06) ans couvrant les exercices 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023, les mandats des Commissaires aux comptes ci-après qui sont arrivés à expiration :

Commissaire aux comptes titulaire :

- Cabinet Rosette NACRO

Commissaire aux comptes suppléant :

- Cabinet Saidou OUEDRAOGO

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

## SIXIÈME RÉOLUTION :

### Adoption de politique de dividendes de SONAR-IARD

L'Assemblée générale ordinaire de la Société nationale d'assurances et de réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le 29 mai 2018 à l'hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration sur la politique de dividendes, adopte la résolution dont la teneur suit :

#### **Résolution portant adoption de la politique de dividendes de SONAR-IARD sur la période 2018-2021 :**

- considérant le fait que la politique de dividendes constitue la première source de rémunération des actionnaires avant la plus-value éventuelle lors de la cession de l'action ;
- considérant l'obligation réglementaire de l'article 329-3 du Code CIMA modifié en date du 08 avril 2016 par le Règlement N°007/CIMA/PCMA/CE/2016 qui fixe désormais le capital social des sociétés d'assurances à trois (03) milliards de francs CFA en 2019 et à cinq (05) milliards de francs CFA en 2021, assorti de conditions plus contraignantes sur le niveau des fonds propres exigés ;
- considérant les engagements pris par les Conseils d'administration et les Assemblées générales des actionnaires des deux sociétés du groupe SONAR de soutenir le financement du plan stratégique 2016-2020 ;
- considérant la tradition de rémunération des actionnaires sous forme de distribution de dividendes en numéraire et de distribution d'actions gratuites par incorporation des réserves au capital social ;
- au regard de la dispersion de l'actionnariat actuel de SONAR-IARD et de sa diffusion auprès du public, ce qui est un atout à sauvegarder dans l'intérêt aussi bien des petits Actionnaires que des grands Actionnaires ;
- considérant le fait que les réserves appartiennent aux Actionnaires et constituent pour eux une richesse latente ;
- conscients de la nécessité de garder, autant que faire se peut, cette configuration actionnariale qui implique un effort de tous les actionnaires pour renforcer les fonds propres de la société et évitant une concentration du capital social entre les mains de quelques Actionnaires.

#### **L'Assemblée générale des actionnaires adopte la résolution suivante, fixant la politique de dividendes de SONAR-IARD pour la période 2018-2021 :**

- il est autorisé la constitution d'une réserve de plus-value nette à long terme d'au moins un (01) milliard de FCFA chaque année sur la période 2018-2021 à partir du résultat net annuel que dégagerait la société ;
- le taux de distribution en espèces est de 30% du résultat net annuel sur la période 2018-2021 ;
- dans tous les cas où le résultat net annuel viendrait à être inférieur à un (01) milliard de francs CFA, le Conseil d'administration proposera l'option à prendre, tenant compte du contexte du moment, à l'Assemblée générale des Actionnaires qui, en tout état de cause, est l'instance habilitée à prendre la décision finale ;
- à l'issue de la répartition du bénéfice de l'exercice 2021, le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale des Actionnaires une nouvelle politique de dividendes applicable à partir des comptes de l'exercice 2022.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**



## SEPTIÈME RÉOLUTION : Rémunération des administrateurs

L'Assemblée générale ordinaire de la Société nationale d'assurances et de réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le 29 mai 2018 à l'hôtel SOPATEL SILMANDE – Ouagadougou décide de porter le montant annuel des rémunérations des Administrateurs pour l'année 2018 à soixante-douze millions cinq cent soixante et onze mille quatre cent huit (72 571 408) francs CFA prenant en compte les réunions ordinaires et réunions extraordinaires du Conseil d'administration et des comités spécifiques créés au sein du Conseil pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

## HUITIÈME RÉOLUTION : Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée générale ordinaire de la Société nationale d'assurances et de réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le 29 mai 2018 à l'hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ces délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publication.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**





## POLITIQUE QUALITE ET ENGAGEMENT DE LA DIRECTION

La **SONAR-IARD**, fidèle à sa noble mission de protection des personnes et des biens, à travers la présentation des opérations d'assurances, entend consolider son leadership au plan national et s'affirmer au plan régional par la certification de son système de management selon la norme **ISO 9001 : 2015**.  
Pour cela, dans sa quête permanente de l'excellence, la **SONAR-IARD** a construit une démarche pour soutenir son orientation stratégique autour des axes suivants :

Pm-PST/EN. 06 version 04

- ▶ Satisfaire et fidéliser ses clients en mettant à leur disposition des produits d'assurance parfaitement adaptés à leurs besoins et en respectant toujours ses engagements contractuels en cas de survenance de sinistre ;
- ▶ Améliorer continuellement la qualité de ses services et prestations ;
- ▶ Renforcer sa solidité financière, son équilibre financier, sa rentabilité par une gestion saine et optimisée des primes collectées ;
- ▶ Consolider ses liens de travail avec l'ensemble des partenaires et impulser son développement à l'international ;
- ▶ Promouvoir la satisfaction du capital humain par la motivation, la culture de la performance, la responsabilisation, et le développement des compétences ;
- ▶ Avoir une approche basée sur la maîtrise des risques et opportunités de tous les produits et services proposés par la société afin de garantir l'atteinte et l'amélioration permanente de ses résultats.

Ces axes visent, tout en respectant les exigences légales et réglementaires, à garantir à nos clients et parties intéressées pertinentes, une satisfaction totale. Ils feront l'objet de déclinaison au niveau des processus.

L'outil qualité est un facteur important de succès et un levier d'amélioration continue du service, qui procure un avantage concurrentiel sur le marché des assurances. Aussi, j'appelle chaque collaborateur, quel que soit son niveau de responsabilité, à s'approprier cette démarche qualité et à s'investir pleinement pour la réalisation de notre vision commune.

Pour garantir la réussite totale de cette démarche, je vous invite à vous appuyer sur nos valeurs que sont le leadership, le professionnalisme, la transparence, la responsabilité et la saine émulation.

Je m'engage, sans réserve, à déployer toutes les ressources nécessaires pour la mise en œuvre et le suivi de notre Système de Management de la Qualité.

J'ai mandaté un Responsable Qualité qui me rendra compte de son efficacité et des opportunités d'amélioration. Il s'assurera de la conformité du système de management de la qualité aux exigences de la norme ISO 9001 : 2015.

A cet effet, il sera organisé au moins une fois par an, une revue de direction pour planifier, assurer l'efficacité et l'amélioration continue des performances de notre entreprise.

Fait à Ouagadougou , le 30 Avril 2018

Administrateur Directeur Général

Denis OUEDRAOGO

